

Face à la crise : imposer le maintien des emplois et des salaires !

Des licenciements sont annoncés tous les jours, 287 licenciements avec la fermeture de 47 magasins du groupe FNG (Brantano, CKS, Miss Etam), 250 à l'usine de production de papier autocollant Avery Dennison à Soignies, 1 500 chez le bagagiste Swissport, des centaines chez Brussels Airlines... Ces licenciements viennent s'ajouter à la longue liste de ceux d'avant l'épidémie, dans les banques, chez Proximus, dans l'automobile etc... Et il y a tous ceux dont la presse ne parle pas dans les petites entreprises.

Le nombre de chômeurs augmente sans cesse. En un an, le chômage a augmenté de 8 % en Wallonie et de 12 % en Flandre et ce sont les jeunes qui sont les plus touchés. Et encore, ces statistiques ne comptabilisent que les chômeurs complets, pas ceux qui n'ont pas pu travailler assez pour y avoir droit.

Et c'est sans compter tous les travailleurs qui sont dans l'incertitude de savoir s'ils vont retrouver leur emploi dans l'Horeca, dans l'hôtellerie, dans le bâtiment... après la période de chômage Covid qui se poursuit encore pour beaucoup. Sans compter non plus tous les intérimaires qui n'ont pas été repris.

Pour sauver leurs profits dans la crise, les patrons mènent une guerre sans merci aux travailleurs, en aggravant les conditions de travail, en précarisant les contrats de travail, en baissant les salaires, en licenciant. Même à la tête de fortunes colossales, même abreuvés par les aides des Etats, ils imposent toujours de nouveaux sacrifices aux travailleurs !

Pourtant, rien ne justifie que des millions de femmes et d'hommes se retrouvent aujourd'hui au chômage, sans pouvoir vivre correctement, alors que les fortunes

s'accumulent dans les mains de quelques très riches !

Rien ne justifie que la charge de travail et les cadences augmentent pour ceux qui ont un travail alors que des millions de travailleurs sont sans emploi !

Rien ne justifie que l'incertitude et la peur du lendemain augmentent pour le plus grand nombre alors que les moyens existent pour assurer les besoins de l'ensemble de la société !

Les licenciements, le chômage et la misère ne découlent pas d'une fatalité économique, mais des choix qui sont faits pour assurer les profits d'une minorité de capitalistes. Pour garantir leurs profits ils sont prêts à mener toute la société à la ruine.

La crise du Covid en a montré bien des exemples : dans les mains des patrons, les moyens de protection comme les masques sont des objets d'enrichissement et de spéculation. Alors qu'il serait aisé et nécessaire d'en produire en nombre et en qualité suffisante, la crise sanitaire a été l'occasion pour les patrons de décupler le prix des masques et d'en faire avec des malfaçons.

Six mois après le début de la pandémie, les moyens de protection ne sont toujours pas garantis et les mesures nécessaires pour se prémunir du virus ne sont pas mises en œuvre, car il n'est pas question, ni pour les capitalistes, ni pour les gouvernements à leur service, de répondre aux besoins de la société, il n'est question que de garantir leurs profits.

Dans les mains des capitalistes, l'économie n'est qu'un moyen de s'enrichir toujours plus. Et les plans de relance annoncés par les Etats ne feront que venir grossir leurs fortunes et augmenter les moyens de spéculer, sans assurer aux travailleurs un emploi qui permette de vivre dignement. Au contraire, ces plans ne feront que nourrir encore plus la crise et la note sera présentée aux

travailleurs.

Les travailleurs doivent se préparer à se battre pour préserver leur emploi et préserver leurs conditions d'existence.

Face à l'effondrement de l'activité, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire ! Les profits présents et passés doivent servir à garantir les emplois et les salaires. Et pour s'assurer que les salaires soient maintenus, il faudra imposer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix !

Pour résorber le chômage, il faut créer massivement des emplois. L'épidémie de Covid-19 a mis en évidence le manque de personnel dans les hôpitaux. Les besoins sont tout aussi flagrants pour soigner les personnes dépendantes, pour l'éducation, pour les transports.

Ces milliers d'emplois ne sont pas créés, car la bourgeoisie s'oppose à toutes les dépenses publiques qui ne lui procurent pas de profit. Mais les hôpitaux ou les maisons de repos n'ont pas à être rentables financièrement. Ils ont à assurer tous les soins dont chacun a besoin.

Alors, il faut se battre pour créer ces emplois. Ces emplois n'ont pas à générer de profits privés, leur utilité publique suffit à les justifier. À la logique de rentabilité et de performance de la bourgeoisie, les travailleurs ont à opposer la leur : des emplois, des augmentations de salaire et un contrôle ouvrier sur les agissements du grand patronat qui nous mène de crise en crise !